

Unité départementale de l'Oise  
Z.A. de la Vatine  
283, rue de Clermont  
60000 Beauvais

Beauvais, le 21/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CASSE AUTOS REMORQUAGE JORY FILS**

Lieu dit La Garenne  
RD923  
60110 Esches

Références : IC-R/089/25-SLT/MC  
Code AIOT : 0005101163

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2025 dans l'établissement CASSE AUTOS REMORQUAGE JORY FILS implanté Lieu dit La Garenne RD923 60110 Esches. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CASSE AUTOS REMORQUAGE JORY FILS
- Lieu dit La Garenne RD923 60110 Esches
- Code AIOT : 0005101163
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CASSE AUTOS REMORQUAGE JORY FILS exploite un centre VHU sur la commune de Esches.

Les activités du site sont encadrées par l'arrêté préfectoral du 06/01/1976 et l'arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                 | Référence réglementaire                               | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------|-------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 9  | Plan de défense contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21 point I  | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 3 mois                |
| 10 | Maîtrise des incendies            | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21 point II | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 3 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                      | Référence réglementaire                                     | Autre information |
|----|----------------------------------------|-------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Obligation de contractualisation       | Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26 | Sans objet        |
| 2  | Vidange des fluides                    | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 36                | Sans objet        |
| 3  | Attestation de capacité de l'opérateur | Autre du 16/10/2007, article R.543-99                       | Sans objet        |
| 4  | Attestation de capacité - modification | Code de l'environnement du 16/10/2017, article R.543-102    | Sans objet        |
| 5  | Attestation d'aptitude des opérateurs  | Arrêté Ministériel du 13/10/2008, article 1 et 2            | Sans objet        |
| 6  | Remise des fluides                     | Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.543-92     | Sans objet        |
| 7  | Déclaration annuelle                   | Code de l'environnement du 13/04/2011, article R.543-100    | Sans objet        |
| 8  | Eléments extraits des VHU              | Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article 2                 | Sans objet        |
| 11 | Entreposage des véhicules accidentés   | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 alinéa 3       | Sans objet        |
| 12 | Modalités de                           | Arrêté Ministériel du 26/11/2012,                           | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle      | Référence réglementaire   | Autre information |
|----|------------------------|---------------------------|-------------------|
|    | retrait de la batterie | article 41 alinéas 6 à 11 |                   |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant n'a pas mis en œuvre les nouvelles dispositions relatives à la gestion du risque incendie imposées par l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif à la rubrique 2712-1.

Il est donc proposé à monsieur le Préfet de mettre en demeure la société de corriger ces non-conformités.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Obligation de contractualisation

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Déchets de véhicules                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>I.-Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent procéder aux opérations de gestion des véhicules hors d'usage suivantes que s'ils ont passé des contrats en vue de cette gestion avec les éco-organismes ou les systèmes individuels créés en application de l'article L. 541-10 :<br>1° La reprise sur le territoire national des véhicules hors d'usage ;<br>2° La dépollution des véhicules ;<br>3° Le traitement des déchets dangereux issus des véhicules. |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de l'inspection l'exploitant a indiqué ne pas avoir contractualisé avec un éco-organisme.<br>Par mail du 13/03/2025, l'exploitant a transmis la copie d'un mail démontrant qu'une démarche de contractualisation a été engagée auprès de l'organisme "Recycler mon véhicule".                                                                                                                                                                                               |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>Observation : il est demandé à l'exploitant de transmettre la copie du contrat dès finalisation.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

#### N° 2 : Vidange des fluides

|                                                                                                                                                                                                                                           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 36                                                                                                                                                             |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions de polluants                                                                                                                                                                              |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Tous les fluides susceptibles de se disperser dans l'atmosphère, notamment les fluides contenus dans les circuits de climatisation, sont vidangés de manière à ce qu'aucun polluant ne se disperse |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>dans l'atmosphère. Ils sont entièrement recueillis et stockés dans une cuve étanche, dont le niveau de pression est contrôlable.</p> <p>Le démontage des pièces provoquant des poussières (plaquettes, garnitures, disques de freins...) est effectué sur une aire convenablement aérée, ventilée et abritée des intempéries.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du site, il a été constaté que les fluides frigorigènes sont stockés dans des récipients étanches de récupération (un récipient par type de fluide).</p> <p>Par ailleurs, le démontage des véhicules est réalisé sur une aire localisée sous hangar et correctement ventilée.</p>      |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

**N° 3 : Attestation de capacité de l'opérateur**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Autre du 16/10/2007, article R.543-99</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fluides Frigorigènes</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Les opérateurs mentionnés à l'article R. 543-76 doivent obtenir une attestation de capacité délivrée par un organisme agréé à cette fin dans les conditions prévues aux articles R. 543-108 à R. 543-112. Dans le cas où un opérateur possède plusieurs établissements, une attestation de capacité doit être obtenue pour chaque établissement.</p> <p>L'attestation de capacité est délivrée pour une durée maximale de cinq ans après vérification par l'organisme agréé que l'opérateur remplit les conditions de capacité professionnelle prévue à l'article R. 543-106 et possède les outillages appropriés. Elle précise les types d'équipements sur lesquels l'opérateur peut intervenir ainsi que les types d'activités qu'il peut exercer. »</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté l'attestation de capacité de la société.<br/>L'attestation a été délivrée par la société SGS le 08/07/2024 pour les activités relevant de la catégorie V et précise le numéro SIRET de l'établissement (SIRET 321 297 772 00014).</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

**N° 4 : Attestation de capacité - modification**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/10/2017, article R.543-102</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fluides Frigorigènes</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Après obtention de l'attestation de capacité et pendant toute la durée de sa validité, l'opérateur informe, dans le délai d'un mois, l'organisme qui a émis cette attestation de tout changement susceptible de modifier le respect des conditions de capacité professionnelle et des conditions de détention des outillages appropriés. »</p> |

|                                                                                                               |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                                                               |
| <b>Constats :</b>                                                                                             |
| L'exploitant indique qu'aucune modification n'est intervenue depuis l'obtention de l'attestation de capacité. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                  |

**N° 5 : Attestation d'aptitude des opérateurs**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/10/2008, article 1 et 2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fluides Frigorigènes                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Article 1<br>« L'attestation d'aptitude prévue au deuxième alinéa de l'article R. 543-106 du code de l'environnement est délivrée par un organisme évaluateur certifié, à toute personne physique qui a réussi l'évaluation d'aptitude organisée selon les modalités décrites à l'annexe I du présent arrêté. Elle n'a pas de limite de validité.<br>L'attestation d'aptitude et les compétences évaluées correspondent à une ou plusieurs catégories, telles que définies à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé ».<br><br>Article 2<br>« L'attestation d'aptitude est numérotée, datée et signée par le responsable de l'organisme évaluateur. Elle comporte notamment les éléments suivants :<br>a) Le nom de l'organisme évaluateur et le nom du titulaire ;<br>b) Le numéro de l'attestation d'aptitude ;<br>c) La catégorie d'activités couvertes par l'attestation d'aptitude, telles que définies à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé. Pour la catégorie V, l'attestation indique si l'étendue des compétences et des connaissances évaluées a été restreinte à celles demandées lors de l'évaluation des démolisseurs de véhicules. » |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant indique qu'un seul opérateur intervient sur les VHU pour le retrait des fluides frigorigènes.<br><br>L'attestation d'aptitude de M. Anthony JORY a été présentée : attestation de catégorie V délivrée le 21/07/2010 par GNFA.<br>L'attestation porte le n° 8557.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

**N° 6 : Remise des fluides**

|                                                                                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.543-92 |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fluides Frigorigènes                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                                          |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>« Les opérateurs doivent :</p> <p>1° Soit remettre aux distributeurs les fluides frigorigènes récupérés qui ne peuvent être réintroduits dans les équipements dont ils proviennent ou dont la réutilisation est interdite, ainsi que les emballages ayant contenu des fluides frigorigènes ;</p> <p>2° Soit faire traiter sous leur responsabilité ces fluides et emballages. »</p>                                                                |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que les fluides frigorigène sont enlevés environ une fois par an.<br/>Il a présenté le bordereau de suivi de déchet faisant suite au dernier enlèvement de fluide frigorigène.<br/>L'enlèvement a été réalisé par la société Le Froid Atelier le 07/06/2024 pour une bouteille de 37 L (code déchet 14 06 01*).</p> <p>Le déchet a été traité la société Gazechim Nord située à Mitry-Mory (77).</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

**N° 7 : Déclaration annuelle**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 13/04/2011, article R.543-100</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fluides Frigorigènes</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>«Les opérateurs adressent chaque année à l'organisme qui leur a délivré l'attestation de capacité une déclaration se rapportant à l'année civile précédente et mentionnant, pour chaque fluide frigorigène, les quantités :</p> <p>1° Acquis ;</p> <p>2° Chargées ;</p> <p>3° Récupérées ;</p> <p>4° Cédées.</p> <p>Cette déclaration mentionne également l'état des stocks au 1er janvier et au 31 décembre de l'année civile précédente. »</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté la déclaration réalisée au titre de l'année 2024 auprès de l'organisme SGS MAELIA.</p> <p>Les fluides récupérés sur les VHU sont de type R134a et 1234yf.</p> <p>La déclaration comporte les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• stock de fluide R134a au 01/01/24 : 18.4 kg</li> <li>• stock de fluide R134a au 31/12/24 : 5.71 kg</li> <li>• quantité cédée (remise pour destruction) de fluide R134a : 23.61 kg</li> <li>• quantité récupérée de fluide 1234yf : 1.62 kg</li> <li>• nombre d'opérations de récupération de fluide en 2024 : 40</li> <li>• quantité globale de fluide récupérée : 11.39 kg</li> </ul> <p>La déclaration a été validée par l'organisme SGS le 14/02/2025.</p> |

|                                              |
|----------------------------------------------|
|                                              |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite |

**N° 8 : Eléments extraits des VHU**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article 2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dépollution                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les éléments suivants sont extraits du véhicule : <ul style="list-style-type: none"> <li>• composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé ;</li> <li>• composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableaux de bord, récipients de fluides, etc.), sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé de manière à pouvoir réellement être recyclés en tant que matériaux ;</li> <li>• verre, sauf si le centre VHU peut justifier qu'il est séparé du véhicule par un autre centre VHU, en totalité à partir du 1er juillet 2013.</li> </ul> |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a transmis le contrôle de conformité réalisé le 16/05/2024 par la société SGS. Le contrôle mentionne une non-conformité sur le retrait du verre.<br><br>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le verre n'est pas retiré sur le site car les coûts de traitement sont importants. Il précise que le verre est retiré par le broyeur. Les véhicules sont transférés au centre VHU GALLOO localisé à Saint Germer puis dans un centre de broyage GALLOO localisé dans le nord de la France.<br>Le site GALLOO de Saint Germer dispose d'un agrément préfectoral pour l'activité VHU.                                                                                                                                                                                                |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

**N° 9 : Plan de défense contre l'incendie**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21 point I                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque d'incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie.<br>Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.<br>Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.<br>Il comprend au minimum : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;</li> </ul> |

- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre.
- des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 4 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;
- la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

#### **Constats :**

L'exploitant a indiqué ne pas avoir mis en place un plan de défense contre l'incendie comprenant l'ensemble des éléments mentionnés.

**Non-conformité :** l'exploitant n'a pas réalisé de plan de défense contre l'incendie.

Suite à l'inspection, par mail du 13/03/2025, l'exploitant a transmis un document justifiant qu'une démarche a été engagée auprès de la société IRP AUTO pour établir le plan de défense incendie du site.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Proposition :** mise en demeure demandant à l'exploitant de réaliser un plan de défense incendie

|                                                                         |
|-------------------------------------------------------------------------|
| sous 3 mois.                                                            |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                           |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                   |

**N° 10 : Maîtrise des incendies**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21 point II                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque d'incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense contre l'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le site comporte un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. Des extincteurs sont disposés sur l'ensemble du site et sont en bon état de fonctionnement (dernier contrôle réalisé par la société ABAFLAM le 03/05/2024). Toutefois, l'exploitant indique qu'aucun exercice de défense contre l'incendie n'a été réalisé. Par ailleurs, les opérateurs du site ne sont pas formés à la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p><b>Non-conformité :</b> l'exploitant n'a pas formé les opérateurs du site à la mise en œuvre des moyens d'intervention et n'a pas organisé d'exercice de défense contre l'incendie.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Proposition :</b> mise en demeure demandant à l'exploitant de former les opérateurs du site à la mise</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

|                                                                                                         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| en œuvre des moyens d'intervention et d'organiser un exercice de défense contre l'incendie sous 3 mois. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                           |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription                                 |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                   |

#### N° 11 : Entreposage des véhicules accidentés

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 alinéa 3                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque d'incendie                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les véhicules accidentés ou présentant un risque d'incendie, entiers ou non, sont entreposés dans une zone de stockage temporaire jusqu'au retrait des batteries de puissance et de démarrage. Les autres véhicules ne peuvent être entreposés dans une zone de stockage temporaire. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a indiqué que les batteries sont débranchées et retirées dès l'arrivée du véhicule sur le site.<br><br>Lors de la visite du site, il a été constaté une zone de stockage dédiée au VHU incendiés. Les véhicules en attente de dépollution sont regroupés sur une aire étanche.        |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                |

#### N° 12 : Modalités de retrait de la batterie

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 alinéas 6 à 11                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque d'incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'opération d'enlèvement de la batterie est réalisée selon les modalités suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• pour tous les véhicules hors d'usage, la batterie de démarrage est déconnectée dès réception du véhicule hors d'usage puis enlevée dudit véhicule hors d'usage dans le premier mois de son entreposage ;</li> <li>• pour les véhicules hors d'usage électriques ou hybrides, un contrôle de sécurité de la batterie source d'alimentation principale est réalisé immédiatement par du personnel habilité, puis celle-ci est enlevée dudit véhicule hors d'usage dans le premier mois de son entreposage ;</li> <li>• pour les véhicules hors d'usage accidentés : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les batteries de démarrage et de puissance sont retirées avant la fin du premier jour ouvré suivant la réception, sauf si le démontage de la batterie est impossible en moins de quatre heures ;</li> <li>- après enlèvement, les batteries issues de ces véhicules hors d'usage sont stockées séparément des autres batteries.</li> </ul> </li> </ul> |

**Constats :**

Comme indiqué au point précédent, les batteries standards sont retirées des l'arrivée du VHU sur le site.

Concernant les véhicules hors d'usage électriques, l'exploitant indique que les batteries sont récupérées par le constructeur avant l'arrivée du véhicule sur le site.

L'exploitant précise que les VHU électriques accidentés pouvant encore être équipés d'une batterie ne sont pas traités sur le site mais directement envoyés vers un centre en région parisienne.

**Type de suites proposées :** Sans suite